

En toute conscience, acteurs de la psychiatrie! Regardez les ‘Infiltrés’ sur la 2 mardi 18 mai à 22h.

15 Mai 2010 - Par Guy Baillon, psychiatre des hôpitaux

Editions : [Contes de la folie ordinaire](#)

Le spectacle qu'offre ici la psychiatrie est terrifiant. «Armez-vous de courage» m'a informé **Claude Finkelstein** présidente de la FNAPsy (fédération nationale des associations des patients de la psychiatrie), il y a 15 jours aussitôt après avoir participé au débat qui suit le film. L'équipe des Infiltrés a filmé, à la manière d'Albert Londres, la vie quotidienne d'un service de psychiatrie banal. C'est ce service et cet hôpital qui vont mal diront certains. «

Absolument pas ! répond Claude Finkelstein, c'est partout comme cela. J'ai été presque partout, j'ai entendu les mêmes propos et je reçois des commentaires des usagers dans le reste de la France qui témoignent de la réalité de ces faits. »

La violence observée là n'est pas une exception qui serait le résultat d'une histoire locale, même si l'on sait que la **pénurie des moyens** est là extrême, et si nous apprenons que cette équipe est en train de se ressaisir après avoir été abandonnée par son chef de service pendant de nombreuses années (pour preuve sa demande faite il y a 10 ans de transformer 10 chambres sur 40 en cellules d'isolement, anticipant l'abandon dans laquelle il laissait l'équipe). Affirmons 'la violence quotidienne montrée dans l'émission survient dans tout espace clos où sont rassemblées des personnes vulnérables, et où l'équipe qui soigne n'est pas assez formée, n'a pas la détermination, soutenue par un effort quotidien de réflexion collective, de s'armer contre les effets de cette vulnérabilité. Les mêmes faits se reproduisent dans de nombreuses maisons de retraite, services pour Alzheimer, internats pour enfants, à chaque fois que le soutien apporté aux professionnels est défaillant' !

Si nous sommes projetés dans le quotidien de la vie d'un groupe de personnes très vulnérables se montrant en incapacité de s'approprier pour leur bien et leur survie les données simples de la vie quotidienne, notre premier mouvement est de chercher à les protéger ; puis comme leur incapacité se renouvelle constamment notre réaction spontanée est de croire à leur laisser-aller, alors nous commençons à agir à leur place avec de plus en plus d'énergie sans percevoir que notre **attitude devient à chaque moment plus sadique** ; enfin nous agissons de plus en plus fermement sans comprendre un instant que nous ne laissons plus aucune place à la liberté d'agir de ces personnes démunies, devenues anonymes, interchangeables comme des numéros. Seul un travail de tous les instants redonnant à chacun son identité, son histoire, sa personnalité, pour refonder des capacités d'amour, d'accompagnement de chacun dans sa redécouverte du monde peut le faire sortir **du cloaque immonde** ou amène toujours l'accumulation des vulnérabilités.

C'est ce spectacle des services asilaires des hôpitaux psychiatriques des années 60 vécu au début de ma carrière qui m'avait fait dire « plus jamais ça ». Cette réalité à cette époque était évidente pour toute personne qui entrait en psychiatrie, mais restait cachée aux yeux de la société. Ma réaction pendant longtemps fut de dire qu'il faudrait que des journalistes viennent et montrent cela à tous pour que la société comprenne l'abandon dans lequel se trouvaient ces personnes. **Aujourd'hui, je continue de penser que des films comme celui-ci devraient**

être refaits régulièrement pour permettre cette prise de conscience, jusqu'à ce que nous n'ayons plus peur de la folie. Nous comprenons ici le sens de notre peur, elle est l'anticipation de notre sadisme, et nous permet de justifier notre démission. La folie n'est pas dangereuse en elle-même, elle entraîne de notre part des réactions que nous ne supportons pas et que nous devons 'travailler' au lieu de nous cacher les yeux.

Il est clair que les médicaments ne suffisent pas pour maîtriser ces attitudes sadiques, ils ne permettent pas de comprendre les mouvements psychiques qui se mettent en jeu ici, ils ne font pas naître spontanément l'amour, ils ne donnent pas accès aux techniques psychothérapeutiques qui seules peuvent permettre de transformer cette vulnérabilité en créativité. Il est clair que l'éducatif et le comportemental sont tout aussi impuissants s'ils sont seuls ici, d'autant qu'ils masquent la réalité des troubles psychiques à l'origine de cette vulnérabilité, fonctionnement qu'il faut connaître de façon précise pour comprendre comment un changement psychique pourra se réaliser.

C'est dire à quel point les projets contenus dans la nouvelle loi 2010 sur la psychiatrie vont à l'encontre de tous les efforts de formation qu'il faut déployer. Ce n'est ni par un enfermement de plus en plus fréquent, ni par l'obligation de soins que sont obtenus des changements psychiques, **l'obligation de soins n'utilisant que les médicaments et le comportementalisme**. Les personnes présentant des troubles psychiques ne peuvent changer que si elles vivent dans un climat de liberté ; ce ne sont ni les médicaments ni les injonctions comportementales qui diminuent la vulnérabilité, et qui peuvent permettre de dépasser les mouvements sadiques qui naissent toujours chez chacun de nous devant une grande vulnérabilité. Au contraire le sadisme deviendra l'arme courante couverte par l'obligation : voyant se déployer chez les patients résistance et incompréhension, leurs attitudes seront 'interprétées' toujours comme des refus ; **chacun ira alors de son initiative pour écraser ce refus, le faire taire, écraser cette résistance, obliger à obéir.**

Nous ne pouvons que remercier les 'Infiltrés' d'avoir eu le courage de faire ce film. Ils doivent renouveler régulièrement leurs intrusions jusqu'à ce que les ghettos ayant sauté nous soyons sûrs les uns et les autres que sous l'effet de ce regard nos pulsions perverses ne peuvent plus se déployer.

La psychiatrie doit être faite et défaire par tous nous ont dit nos anciens. Le soin psychique établit peu à peu l'intime que ceux qui souffrent ont perdu, et peu à peu donc il restaure l'autre en l'aidant à se construire par des échanges individuels et collectifs basés sur la parole.

Car pour conclure, nous devons affirmer que limiter le sadisme, rester humain, être généreux ne sont pas des données suffisantes pour faire face à ces vulnérabilités ; l'acquisition des compétences associant savoir-faire et capacités psychothérapeutiques et leurs différents niveaux sont indispensables. Il est nécessaire à la fois de les acquérir par la formation initiale et surtout de les maintenir par une formation continue.

Toutes les évaluations qui ont été pensées et appliquées à la psychiatrie venant de la médecine voire des entreprises vont à contresens de ce qui est nécessaire ; l'ensemble de ces données, laissant croire qu'une bonne comptabilité des actes et du temps est suffisante, évite l'essentiel de ce qui est à évaluer : l'association de la compétence relationnelle et du respect des valeurs humaines.

La violence de la réalité avec toutes ses composantes ne peut plus être masquée à personne : violence des troubles psychiques, violence de nos pulsions, violence de l'indifférence de la société, violence de l'accumulation du pouvoir et des biens comme seule valeur sociale,

violence de l'effort à faire pour acquérir les compétences nécessaires pour faire face à ces réalités, violence des débats que nous devons assumer, à la recherche d'une créativité qui épanouit et élève l'humain. La parole est notre grande force.

Guy Baillon, psychiatre des hôpitaux.

<http://television.telarama.fr/tele/emission.php?onglet=critique&id=16948867>

Présenté par David Pujadas. Documentaire de Pierre Morel (France, 2010). 89 mn. Inédit.

Aptes à faire exploser la polémique, *Les infiltrés* ont voulu cette semaine se placer sous le parrainage d'une icône du journalisme : Albert Londres. Le communiqué de presse de l'émission rappelle qu'en 1925 déjà, le vénérable reporter avait dû user de subterfuges (se faire passer pour fou puis engager comme soignant) pour enquêter dans les asiles d'aliénés et y constater l'incurie. De fait, les hôpitaux psychiatriques - comme les maisons de retraite - sont **de ces lieux où les maltraitances restent cachées derrière les murs et les rassurants discours officiels.** De ces lieux qui peuvent justifier que l'on fasse une entorse à la déontologie pour y enquêter à visage couvert - même si plusieurs documentaires récents ont permis de mettre en lumière les maux du secteur sans user de la caméra cachée.

C'est en se glissant dans la peau d'un stagiaire aide soignant que le journaliste a « infiltré » l'hôpital psychiatrique d'Aulnay-sous-Bois. Pour jauger de l'intérieur le (mauvais) état de la psychiatrie dans notre pays, où, nous dit-on, cinquante mille lits ont été supprimés en vingt ans. **A Aulnay, le constat est des plus désespérants** - même s'il ne suffit pas à dresser un tableau de la situation française. Personnel en sous-effectif, débordé, exaspéré, résigné ; **malades infantilisés, entravés ou neutralisés à coups de camisole chimique...**

A observer ce lieu **où règnent l'ennui et l'enfermement**, une interrogation demeure : où sont les soins psychologiques, l'accompagnement thérapeutique ? **Malgré les déclarations satisfaites des médecins, interrogés en caméra ouverte, difficile de voir dans cet hôpital un lieu de soins et d'humanité.**

Virginie Félix **Télérama, Samedi 15 mai 2010**

<http://www.infirmiers.com/actualites/actualites/lhopital-daulnay-sous-bois-seine-saint-denis-porte-plainte-contre-un-reportage-mettant-en-cause-un-de-ses-services-de-psychiatrie.html>

L'hôpital d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) porte plainte contre un reportage

mettant en cause un de ses services de psychiatrie

L'hôpital Robert Ballanger d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) **a porté plainte** contre France Télévisions et Capa pour un reportage filmé en caméra cachée mettant en cause le fonctionnement d'un service de psychiatrie de l'établissement, a-t-on appris auprès de son directeur.

Le reportage de 50 minutes, suivi d'un débat d'une heure, sera diffusé mardi soir sur France 2 dans le cadre de l'émission "Les infiltrés", présentée par David Pujadas, sous le titre **"Hôpital psychiatrique : les abandonnés"**. L'émission, qu'APM a pu visionner, a été enregistrée le 24 avril.

Un conseil d'administration extraordinaire a lieu lundi matin et le directeur, Jean-Michel Toulouse, tient une conférence de presse lundi en début d'après-midi pour "rétablir l'exactitude des faits".

Le reportage a été réalisé en novembre 2009, en partie en caméra cachée, par un journaliste se faisant passer pour un étudiant aide soignant et qui a obtenu un stage de trois semaines dans le service de psychiatrie C de l'hôpital. Une autre partie du reportage est réalisée par une autre équipe de journalistes de Capa, qui avait obtenu l'autorisation de filmer par la direction de l'établissement et s'est entretenu avec le directeur et deux chefs de service.

Le reportage met en cause le service de psychiatrie C pour des "pratiques de contention abusive" et de mises en isolement abusives, effectuées sans avis médical, de "surcharge médicamenteuse" et critique l'absence d'activités thérapeutiques pour les patients, qui "s'ennuient".

A plusieurs reprises, le manque de personnel dans le service est la raison avancée pour expliquer des manques: impossibilité d'accompagner un patient à la cafétéria, chez le coiffeur, consultation médicale de "quatre minutes", absence d'écoute des demandes des patients, médicaments distribués sans sécurité par un élève infirmier non habilité.

Le cas d'une patiente hospitalisée, atteinte d'une péritonite, qui est transférée aux urgences une nuit, est évoqué pour dénoncer **un manque d'attention aux problèmes somatiques** des patients car elle se plaignait de mal au ventre depuis plusieurs jours.

La partie du reportage **en caméra visible** place le chef du service concerné, le Dr Fabrice Pécot, et les personnels infirmiers **en contradiction par rapport aux pratiques filmées sur la contention, l'isolement, les activités thérapeutiques et le suivi médical des patients.**

Le journaliste estime que l'équipe médicale est "dépassée" et évoque **un système délirant**, mêlant médicaments et recherche de "productivité". "A peine stabilisés, les patients sortent puis cessent pour la plupart de prendre leur traitement. C'est la rechute, le retour à l'hôpital. Et là, la machine se remet en route avec de nouveaux traitements, **encore plus radicaux**", conclut le journaliste en voix off.

Le reportage évoque aussi un meurtre commis par un patient sur une patiente, intervenu en février 2008, dans un autre service de psychiatrie de l'hôpital, pour conclure que les

responsables du service n'avaient pas pris de précaution suffisante compte tenu de l'état du patient.

"Réquisitoire à charge"

Interrogé par APM, Jean-Michel Toulouse estime que les journalistes ont mené "un réquisitoire à charge" contre le service, qui, à l'époque du tournage, était "en reconstruction" après le changement du chef de service en octobre 2008, intervenu à l'initiative de la direction.

Le directeur s'élève contre les conditions dans lesquelles il a pris connaissance du film, qui ne lui ont pas permis de rétablir la vérité lors du débat.

"J'ai découvert lors de l'enregistrement, sur le plateau, que le film avait été tourné en caméra cachée dans un service. Or, j'avais été contacté par le journaliste qui était venu filmer sur l'affaire du meurtre pour un débat général sur la psychiatrie, les patients en sortie d'essai et le projet de loi sur les hospitalisations sous contrainte. Je n'étais au courant de rien. Mais j'ai répondu à chaud aux questions", a-t-il déclaré à APM.

Ont notamment participé au débat le Dr Daniel Zagury (Etablissement public de santé mentale de Ville-Evrard, Seine-Saint-Denis), la présidente de la Fédération nationale des associations d'usagers en psychiatrie (Fnapsy), Claude Finkelstein, le Dr Jean-Luc Senninger, chef de l'unité pour malades difficiles (UMD) du CHS de Sarreguemines (Moselle), le député UMP Bernard Debré (Paris) et Marcel Rodriguez, le gardien d'une résidence de Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes) grièvement blessé par un homme qui a tué un autre résident en janvier.

Le débat aborde l'état général des services de psychiatrie, les mesures à prendre pour éviter que des patients en crise commettent des actes criminels et la création de nouvelles UMD.

Tentative d'obtenir un droit de réponse

Après l'enregistrement, **Jean-Michel Toulouse a intenté une action judiciaire en référé pour obtenir une copie du reportage, des modifications de séquences et un droit de réponse le jour de diffusion de l'émission.**

L'hôpital a été débouté le 6 mai notamment au nom de la liberté d'expression, du fait de l'absence de "dommages irréversibles" et parce que la direction a eu l'occasion de se défendre lors du débat, a indiqué Jean-Michel Toulouse.

Estimant les arguments infondés, Jean-Michel Toulouse **a décidé de porter plainte**. "Le film **porte atteinte à la réputation** du service et de l'établissement", estime-t-il.

Le Dr Pécot, qui n'a pas vu le film, indique que le personnel est "dans l'attente du film et de ses conséquences", a-t-il déclaré à l'APM.

Jean-Michel Toulouse a relevé une dizaine de séquences **donnant des impressions erronées**. Sur les contentions, le directeur indique que le patient incriminé est visé par une fiche de sécurité qui autorise sa contention en urgence en cas d'état agressif.

Il souligne d'ailleurs que le film focalise l'attention sur trois patients, dont deux sont des cas difficiles de psychose infantile hospitalisés l'un depuis 36 ans, l'autre depuis 22 ans. Ces patients "ne reflètent en aucun cas l'ensemble de l'activité du service qui accueille 27 patients".

Sur le cas de la patiente hospitalisée en urgence, le Dr Pécot estime qu'il n'y a eu aucun retard dans la prise en charge, et soutient que la patiente a été vue par un médecin à quatre reprises dans la journée, avant son transfert au service d'accueil des urgences (SAU) en raison de l'aggravation de son état. Ce transfert a permis d'identifier la pathologie et de la prendre en charge.

Le suivi somatique des patients a été fortement amélioré par la nomination, en janvier, à la demande du Dr Pécot, d'un médecin somaticien à temps plein pour les trois services adultes de psychiatrie, ajoute-t-il.

Le directeur dément le commentaire en voix off sur une absence de prise en charge somatique d'une patiente qui s'est automutilée. **De même, la consultation de quatre minutes était un entretien pour "un réajustement thérapeutique" et pas une consultation**

Jean-Michel Toulouse souligne que les journalistes ont filmé un service en cours de réorganisation, qui a "beaucoup évolué entre novembre 2009 et mai 2010". Il indique que huit activités sont désormais organisées et que les patients du service vont régulièrement à l'hôpital de jour voisin.

Le Dr Pécot souligne de son côté que le service était sans direction médicale depuis plusieurs mois quand il a pris la chefferie et qu'il a renouvelé et renforcé l'équipe médicale, l'équipe infirmière, les psychologues et les assistantes sociales.

La distribution des médicaments est particulièrement sécurisée dans l'établissement avec une armoire à pharmacie avec ouverture sur empreintes biométriques des infirmières, indique par ailleurs le directeur. La distribution par un élève infirmier de troisième année est autorisée.

Jean-Michel Toulouse souligne par ailleurs que les services de psychiatrie de l'établissement **a reçu début avril la visite d'une équipe du contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) et que le rapport qu'il reçu ne relève "aucun dysfonctionnement grave"**. La seule demande de changement porte sur l'emplacement d'un téléphone destiné aux patients **qui ne garantit pas la confidentialité des conversations.**

© 2004-2009 APM-International - Tous droits réservés- site Web public d'APM à l'adresse <http://www.apmnews.com/>

Mardi, 18 Mai 2010 07:36